

Déclaration conjointe de l'Union européenne, de la République française et de la République du Bénin sur une coopération renforcée dans le domaine de l'énergie durable

1. Reconnaissant que le développement du secteur de l'énergie est essentiel pour la croissance économique durable du Bénin ;
2. Reconnaissant que le secteur de l'énergie a été identifié par le Bénin comme un moyen essentiel pour promouvoir les avancées technologiques et le bien-être social ;
3. Saluant le développement par le Bénin du plan stratégique de développement du secteur de l'énergie (Octobre 2009) et du Plan directeur de développement du sous-secteur de l'énergie électrique au Bénin Horizon 2030 (Octobre 2015) qui vise à réaliser l'accès à l'énergie pour tous à l'horizon 2030 avec 50% d'énergie renouvelable dans le mix énergétique ;
4. Prenant note que la stratégie du pays est en phase avec les objectifs "d'énergie durable pour tous"¹, tout en tenant compte que la mise en place de cette ambitieuse stratégie demandera des efforts importants en termes de moyens et de capacités ;
5. Considérant que la communication Programme pour le Changement², adoptée en 2011 par la Commission Européenne et approuvée par les conclusions du Conseil du 14/05/2012, encourage l'Union Européenne à aider les pays partenaires dans leur lutte contre la pauvreté énergétique et à les accompagner sur le chemin de la croissance durable. Les problèmes essentiels abordés dans le Programme pour le Changement incluent la bonne gouvernance, une croissance inclusive et durable, l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'énergie propre, et l'amélioration de la résilience face aux désastres naturels et aux conséquences du changement climatique ;
6. Considérant que la Commission Européenne alloue dans l'enveloppe nationale pour le Bénin du Fonds Européen de Développement (FED) une contribution financière de 80 millions EUR pour appuyer le Bénin à atteindre ses objectifs en matière énergétique durant la période 2014-2020. Considérant que cette contribution pourra être complétée par d'autres allocations dans le contexte de la programmation régionale du FED, des lignes thématiques telles que le "Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent" et des contributions d'autres donateurs dans le cadre de mixages entre les dons et les prêts concessionnels ;
7. Considérant que la France, à travers le groupe Agence Française de Développement (AFD-Proparco), a fait de l'appui au secteur énergétique du Bénin une priorité, et finance en particulier des projets de réhabilitation – extension/densification des réseaux de

¹ <http://www.un.org/wcm/content/site/sustainableenergyforall/home/Initiative>

² COM/2011/637 final

distribution en zones péri-urbaines et rurales, contribuant ainsi à l'amélioration du service rendu aux abonnés, à l'augmentation du taux d'électrification et au redressement financier de l'opérateur public ;

8. Considérant que cet appui pourra également concerner au cours des prochaines années le soutien à la valorisation des gisements renouvelables disponibles au Bénin, à travers le développement de centrales de production raccordées au réseau, le renforcement et la gestion intelligente du réseau électrique pour les intégrer, ou le soutien à des options décentralisées de type mini-réseaux ou systèmes individuels pour les zones rurales non électrifiées ;

9. Prenant en compte la complémentarité des actions de l'Union européenne, de la France et d'autres partenaires techniques et financiers dans l'utilisation des fonds du secteur public limités pour mobiliser des montants plus importants provenant de partenariats financiers, pour le bénéfice du maximum de citoyens ;

10. Reconnaissant qu'une coopération renforcée entre le Bénin, l'Union européenne et la France permet de créer les conditions nécessaires à l'augmentation des investissements et éviter les doubles emplois, la dispersion de financement et peut amplifier les efforts individuels ;

11. Confiant qu'une coopération renforcée pourra faciliter l'atteinte des objectifs nationaux en matière énergétique, augmenter significativement l'accès à l'énergie durable, produire de l'électricité fiable à un coût compétitif et aider à fournir des services énergétiques modernes et abordables à la population tout en améliorant l'efficacité des infrastructures énergétiques et leur utilisation. Cet effort contribuera à promouvoir la paix et la sécurité en évitant la marginalisation et l'exclusion de la majorité de la population, revitalisera l'économie en maximisant les bénéfices économiques, financiers, sociaux et environnementaux et promouvra une plus grande résilience aux crises et désastres ;

12. Reconnaissant et s'appuyant sur la coopération préexistante dans un contexte national et régional ;

13. L'Union européenne et la France s'efforceront de :

a- Soutenir et accompagner l'amélioration du dialogue sectoriel sur l'énergie avec le Bénin et les autres partenaires du secteur (à travers toute la chaîne de valeur, de la recherche et innovation à l'accès aux marchés) ;

b- Fournir une assistance technique au Bénin pour affiner ses politiques, promouvoir et préparer des projets pertinents et innovateurs et assurer le partage de connaissances techniques avec le Bénin ;

c- Appuyer l'identification et la préparation de projets énergétiques qui pourraient être financés avec l'assistance de la communauté des bailleurs de fonds en vue d'augmenter l'accès des populations aux services énergétiques modernes ;

d- Soutenir l'élaboration d'un plan directeur global pour l'approvisionnement en énergie, dans les zones rurales en particulier, qui peut aider à identifier des projets pour améliorer l'accès hors réseau et le développement de mini-réseaux ;

e- Promouvoir la mobilisation du secteur privé et de la société civile dans le secteur de l'énergie dans le but d'informer et d'inciter le secteur privé et les institutions financières à investir dans l'énergie durable au Bénin ;

14. Le Gouvernement Béninois s'efforcera de :

a. Organiser et animer activement un dialogue sectoriel inclusif avec l'implication de la société civile (associations de consommateurs notamment), le secteur privé et les partenaires techniques et financiers ;

b. Conduire des programmes énergétiques dans le cadre de plans directeurs cohérents et adoptés en assurant la transparence de l'information relative au financement, la préparation et à l'exécution des projets dans le secteur ;

c. Surmonter les difficultés liées au secteur en privilégiant la mise en œuvre des réformes du cadre institutionnel, juridique et réglementaire et en établissant un environnement approprié permettant l'investissement du secteur privé dans le secteur de l'énergie ;

d. Renforcer le rôle et les capacités de l'Autorité de Régulation de l'Electricité (ARE) dans le dispositif institutionnel du secteur de l'Energie, afin de rassurer de la bonne gestion du système vis-à-vis de la société civile, du secteur privé et des Partenaires Techniques et Financiers.

e. Mettre en place une politique tarifaire équilibrée et soutenir des modèles économiques viables ;

f. Promouvoir le développement d'une administration performante à travers la mise en place d'un cadre institutionnel et organisationnel clair, cohérent et orienté vers les résultats. A ce titre le gouvernement veillera à garantir l'adéquation entre les profils des cadres recrutés et les responsabilités qui leur sont confiées, ainsi qu'à la transparence des procédures de sélection ;

g. Mettre en place des mécanismes pour le renforcement des capacités des acteurs locaux du secteur

h. Promouvoir l'utilisation des technologies et des solutions énergétiques propres et durables dans le cadre de stratégies nationales cohérentes (Contributions Prévue Déterminées au Niveau National – CPDN, SE4All, Stratégie de développement sobre en Carbone et résiliente au Changement climatique, etc...) dans le but de limiter les impacts négatifs de la production et de l'utilisation d'énergie sur le climat et l'environnement ;

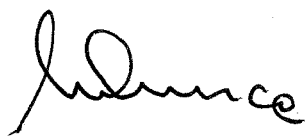
15. Le Plan d'Actions SE4All, ainsi que les documents de programmation tels que le Programme Indicatif National 2014-2020 et le Programme Energétique d'Urgence Nationale 2015-2030, pourront constituer une feuille de route, détaillant les actions possibles visant à accélérer l'approvisionnement de services énergétiques modernes, fiables, compétitifs et soutenables à la population et aux entreprises béninoises, avec un calendrier prévisionnel de mise en œuvre.

La déclaration commune proposée ne crée ni ne vise à créer aucune obligation contraignante, juridique ou budgétaire pour aucune des parties au titre du droit interne ou international.

Signé le

7 Décembre 2015

à Paris



Pour l'Union européenne



Pour la République du Bénin



Pour la République Française

Fait en autant d'exemplaires originaux que de signataires - chaque signataire conserve une copie